

Norvège

L'autre choc

L'épidémie de coronavirus et ses conséquences induites sur les prix du pétrole, en chute libre, entraineront une contraction de l'économie norvégienne en 2020. Les exportations, qui représentent 41% du PIB, devraient être les premières touchées. La Banque centrale (Norges Bank), qui a abaissé son taux directeur au voisinage de zéro et augmenté considérablement ses prêts en couronnes et dollars, approvisionne l'économie en liquidités et soutient la monnaie. Les mesures budgétaires du gouvernement visent, quant à elles, à amortir le choc subi par les entreprises et les ménages.

Déjà ralentie en 2019, la croissance norvégienne devrait basculer en territoire négatif en 2020 du fait de la diffusion de l'épidémie de coronavirus et de ses conséquences induites sur l'économie et la demande mondiale de pétrole.

■ Exportations en berne et premières mesures de confinement

Les exportations de biens et services dans le secteur de l'énergie représentent une part importante du PIB norvégien (près de 20%). Aussi, la chute de la demande mondiale de pétrole devrait elle fortement impacter l'économie qui, de l'aveu même du gouvernement, sera en récession en 2020.

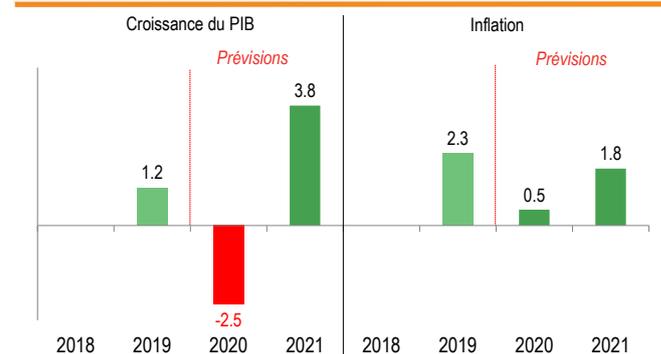
Au-delà du recul des exportations, accentué par la limitation des mouvements de biens et personnes aux frontières, l'investissement public comme privé pâtira du faible cours du brut, tombé à USD 20 par baril de Brent fin mars, et synonyme de baisses de rentabilité des projets. Alors que d'importantes dépenses d'infrastructures avaient été engagées en 2019, celles prévues en 2020 (équipements routier et autoroutier notamment) sont gelées.

Bien que relativement épargnée par l'épidémie de coronavirus (16 décès recensés en date du 31 mars) la Norvège a tout de même vu le nombre de nouveaux cas se multiplier, ce qui l'a finalement amenée à opter pour des mesures de limitation des déplacements et de distanciation des personnes. Les écoles et universités ont été fermées (le 12 mars), avant que le pays interdise l'accès à son territoire aux non-résidents (le 16 mars). Les déplacements non professionnels ont, quant à eux, été très fortement découragés. Pour compenser les pertes induites de revenus, notamment pour les secteurs touristique, du commerce de détail, ou encore des transports, le gouvernement a engagé un important effort budgétaire sous forme de prêts garantis et de reports de charges (cf. encadré).

Jean-Luc Proutat et Kenza Charef (alternante)

jean-luc.proutat@bnpparibas.com

1- Croissance et inflation (g.a., %)



Sources : comptes nationaux, BNP Paribas

2- Mesures de soutien à l'économie

- **Politique monétaire.** Pour prévenir les effets de la crise sanitaire liée au coronavirus, la Norges Bank a baissé en plusieurs étapes son principal taux directeur, qui s'est établi désormais à 0,25% (contre 1,5% le 12/03). Elle a parallèlement allongé la maturité et accru le montant de ses opérations de refinancement, en couronnes comme en dollars (par exemple, USD 690 millions prêtés à 12 mois le 19 mars dernier grâce à l'accord de swap passé avec la Réserve fédérale américaine). La limite des montants de collatéraux exigibles a par ailleurs été abaissée.

- **Politique budgétaire.** Des mesures de soutien sont mises en place par le gouvernement pour pallier les effets économiques à venir de la crise sanitaire du coronavirus. Ainsi, NOK 100 milliards de financement seront offerts aux entreprises sous forme de garanties d'emprunt et d'émissions obligataires.

En 2019, le fonds de pension gouvernemental (« oil fund ») s'est élevé à NOK 10 000 mds (330% du PIB hors activités pétrolières et transport maritime), soit sa plus haute valeur jamais atteinte. Il reste donc un matelas financier sur lequel le gouvernement pourra s'appuyer si des mesures de soutien plus importantes devaient être mises en place. Erna Solberg, la Première ministre, se dit prête à prendre des mesures inédites pour maintenir le niveau d'emploi des Norvégiens et à soutenir les entreprises.

Sources : gouvernement, Banque centrale

